



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité Départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et Installations Classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 10/03/2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Partie nominative

SOLVALOR

La Haye de Pan
35170 Bruz

Affaire suivie par : Maxime VEAUTE
Téléphone : 01 40 97 39 95
Courriel : maxime.veaute@developpement-durable.gouv.fr

Références : 2012/0700
Code AIOT : 0006516036

L'inspection des installations classées (IIC) a réalisé une visite d'inspection le 21/11/2025 de l'établissement SOLVALOR implanté 31-34, route du bassin n°6 92230 Gennevilliers. Cette inspection a été complétée par une réunion entre l'IIC et l'exploitant le 16/01/2026. Le présent rapport rend compte de cette visite et cette réunion.

Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection et à la réunion du 16/01/2026, représentant l'inspection des installations classées :

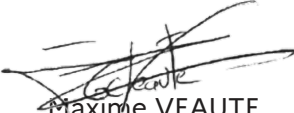

- Monsieur Maxime VEAUTE, Unité départementale des Hauts-de-Seine, Pôle installations classées 2, inspecteur de l'environnement ;
- Madame Roselyne HUREAUX-ROY, Unité départementale des Hauts-de-Seine, cheffe du Pôle installations classées 2, inspectrice de l'environnement.

- Monsieur Olivier PAS, Unité départementale des Hauts-de-Seine, adjoint à la cheffe du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine, inspecteur de l'environnement ;

Participant(es) à la réunion du 16/01/2026, hors inspection des installations classées :

- Monsieur Mathieu GABORIT – directeur – SOLVALOR.
- Monsieur Kévin BERRE – responsable d'exploitation – SOLVALOR ;

Le courriel d'échange avec l'administration est mathieu.gaborit@solvalor.fr

<i>Rédacteur</i>	<i>Vérificatrice</i>	<i>Approbateur</i>
L'inspecteur de l'environnement,	La cheffe du pôle installations classées 2	Pour la Directrice régionale et interdépartementale, L'adjoint à la cheffe du service Risques et Installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine
 Maxime VEAUTE	 Roselyne HUREAUX-ROY	 <div> Signé numériquement par Olivier PAS olivier.pas Date : 10.03.2026 </div>

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 21/11/2025 de l'établissement SOLVALOR implanté 31-34, route du bassin n°6 92230 Gennevilliers, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est demandé à l'exploitant de réaliser des **actions correctives** afin de se conformer aux dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Déchets réceptionnés** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/02/2022 article : 1.2.3 - délai : 1 mois à compter de la date de notification du présent rapport.
- **Déchets expédiés** - Référence réglementaire : II de l'article R. 541-43-1 du code de l'environnement - délai : 1 mois à compter de la date de notification du présent rapport.

En cas de non satisfaction de ces demandes dans les délais prescrits, il pourra être fait application des sanctions prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales applicables.



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité Départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et Installations Classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102 – 92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOLVALOR

La Haye de Pan
35170 Bruz

Références : 2012/0700
Code AIOT : 0006516036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement SOLVALOR implanté 31-34, route du bassin n°6 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVALOR
- 31-34, route du bassin n°6 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006516036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOLVALOR réalise du tri, transit et regroupement de déchets dangereux de type terres polluées ainsi que du tri, transit, regroupement ainsi que du traitement chimique par lavage et par concassage (terres) de déchets non dangereux. Ce site est notamment classé IED sous les rubriques 3531 et 3550.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Traçabilité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets réceptionnés	AP Complémentaire du 04/02/2022, article 1.2.3	Demande d'actions correctives	1 mois
3	Déchets expédiés	Article R. 541-43-1 du code de l'environnement, II	Demande d'actions correctives	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déchets réceptionnés	AP Complémentaire du 04/02/2022, article 9.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté dans les bilans des données enregistrées sur Trackdéchets des non-conformités au regard de la nature des déchets autorisés à être réceptionnés par le site et de la nature des traitements qui peuvent y être pratiqués.

Cependant, l'exploitant précise que ces non-conformités sont dues à des erreurs de saisie dans Trackdéchets et que l'installation n'a pas réceptionné de déchets non autorisés ni procédé au traitement de déchets dangereux en méconnaissance des prescriptions qui lui sont applicables.

Il devra donc améliorer le remplissage de ses obligations de traçabilité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets réceptionnés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/02/2022, article 1.2.3	
Thème(s) : Risques chroniques, Codes déchets autorisés	
Prescription contrôlée :	
[...]	
Seuls les matériaux de déconstruction, les terres excavées et les sédiments de curage des voies fluviales peuvent être réceptionnés sur le site. Ils sont listés dans le tableau ci-dessous.	
Code déchet	Nature des déchets
10 01 24	Sables provenant de lits fluidisés
13 05 01*	Déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures
17 01 01	béton
17 01 02	briques
17 01 03	Tuiles et céramiques
17 01 06	Mélange ou fraction séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses
17 01 07	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06*
17 05 03*	Terres et cailloux contenant des substances dangereuses
17 05 04	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03*
17 05 05*	Boues de dragage contenant des substances dangereuses
17 05 06	Boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05*
17 05 07*	Ballast de voie contenant des substances dangereuses
17 05 08	Ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07
17 09 04	Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01*, 17 09 02*, 17 09 03*
19 08 02	Déchets de dessablage
19 13 01*	Déchets solides provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses
19 13 02	Déchets solides provenant de la décontamination des sols autres que ceux visés à la rubrique 19 13 01
[...]	

Constats :

Le bilan de l'année 2025 des informations transmises sur Trackdéchets dans le cadre de la traçabilité des déchets dangereux et des terres excavées montre des non-conformités au regard des codes des déchets autorisés à être acceptés.

En effet, un bordereau de déchets dangereux est rempli avec le code 13 05 02*, ce qui correspond aux boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures, non visées dans le tableau précédent. Un bordereau avec le même code de déchets avait également été réceptionné en 2024.

Lors de la réunion du 16/01/2026, l'exploitant a précisé qu'il s'agit d'une erreur de saisie sur Trackdéchets par le détenteur initial du déchet. En effet, il a transmis à l'inspection des installations classées les Fiches d'Identification Préalable (FIP) et les Certificats d'Acceptation Préalable (CAP) correspondant aux bordereaux de 2024 et de 2025. Sur ces éléments, il est indiqué que la nature des déchets collectés est de type boues hydrocarburées avec un code déchet 13 05 01*.

Cependant, ces déchets n'auraient pas dû être admis compte tenu du code déchet renseigné par le BSD

Enfin, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que cette anomalie avait été identifiée dans sa procédure d'acceptation, laquelle ne prévoyait pas de contrôle de concordance entre le code déchet renseigné sur le BSD et celui défini dans le CAP. Aussi, la procédure d'acceptation a été mise à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Refuser les déchets dont les documents d'accompagnement ne sont pas exhaustivement conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ,
- fournir la procédure de contrôle de concordance entre le BSD et le CAP du déchet ;
- S'assurer du respect de la procédure par ses agents.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'actions correctives**Proposition de délais :** 1 mois

N° 2 : Déchets réceptionnés**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/02/2022, article 9.1.1**Thème(s) :** Déchets, seuil d'acceptabilité**Prescription contrôlée :**

Les déchets acceptés sur le site ne dépassent pas les seuils d'acceptabilité suivants :

Paramètre	Valeur limite (en mg/kg MS)
COT	1000 (analyse sur éluat)
	100 000 (analyse sur brut)
Fraction soluble	100 000 (analyse sur éluat)
Chlorures	25 000 (analyse sur éluat)
Fluorures	500 (analyse sur éluat)
Sulfates	50 000 (analyse sur éluat)
Indice phénol	100 (analyse sur éluat)
Arsenic	25 (analyse sur éluat)
Baryum	300 (analyse sur éluat)
Cadmium	5 (analyse sur éluat)
Chrome total	70 (analyse sur éluat)
Cuivre	100 (analyse sur éluat)
Mercuré	2 (analyse sur éluat)
Molybdène	30 (analyse sur éluat)
Nickel	40 (analyse sur éluat)
Plomb	50 (analyse sur éluat)
Antimoine	5 (analyse sur éluat)
Sélénium	7 (analyse sur éluat)
Zinc	200 (analyse sur éluat)
BTEX	1000 (analyse sur brut)
PCB (somme des 7 congénères)	150 (analyse sur brut)
HCT (C10-C40)	100 000 (analyse sur brut)

HAP (somme des 16 congénères)	10 000 (<i>analyse sur brut</i>)
COV	10 000 (<i>analyse sur brut</i>)
[...]	
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a sélectionné de manière aléatoire 4 bordereaux de suivi des déchets dangereux. Elle a demandé à l'exploitant de lui transmettre les analyses du laboratoire réalisées avant acceptation sur le site de ces 4 bordereaux.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les concentrations de l'ensemble des composés analysés sont conformes aux seuils d'acceptabilité réglementaire.</p>	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 3 : Déchets expédiés

Référence réglementaire : II de l'article R. 541-43-1 du code de l'environnement
Thème(s) : Déchets, traçabilité
Prescription contrôlée : <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>[...]</p> <p>Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.</p> <p>Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p>
Constats : <p>L'article 1.2.1 de l'arrêté DCPAT n° 2022-13 du 4 février 2022 autorise l'établissement à exercer les activités classées suivantes :</p>

Rubrique	Alinéa	Désignation des activités	Nature et volume des activités	Régime*
3531 Rubrique IED principale	-	Élimination des déchets non dangereux non inertes avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires : <ul style="list-style-type: none"> • Traitement biologique, • Traitement physico-chimique, • prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération, • Traitement du laitier et des cendres • Traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipement électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants. 	Traitement chimique par lavage et par concassage. La capacité maximale est de 2 500 t/j.	A
3550 Rubrique IED secondaire	-	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	La quantité de déchets dangereux présente à un instant t sur la plateforme sera au maximum de 5 000 t de déchets dangereux	A
2718	1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	La quantité de déchets dangereux présente à un instant t sur la plateforme sera au maximum de : 5 000 t de déchets dangereux	A
2791	1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2791. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	Traitement physique par lavage et par concassage. La capacité maximum est de 2 500 t/j.	A
2716	1	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure ou égal à 1 000 m ³ .	Volume maximal susceptible d'être présent : 14 280 m ³ dont 3500 m ³ de matériaux issus du traitement : <ul style="list-style-type: none"> - matériaux > 50 mm : 500 m³ - granulats 6-50 mm : 1500 m³ - sables 0,63-6mm : 1500 m³ 	E
2515	1-a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW.	Installations utilisées sur site : <ul style="list-style-type: none"> unité de concassage mobile : 200 kW unité de lavage : 300 kW Puissance de l'ensemble : 500 kW	E
2517	2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m ² mais inférieure ou égale à 10 000 m ² .	1 aire de stockage de terres et matériaux inertes en transit de 500 m ²	NC

**A : Autorisation - E : Enregistrement - D : Déclaration - NC : Non-classé*

Le bilan de l'année 2025 des informations transmises sur Trackdéchets dans le cadre de la traçabilité des déchets dangereux et des terres excavées montre des non-conformités au regard de ces rubriques ICPE.

En effet, l'établissement a reporté le code de traitement R5 (recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques) sur 35 bordereaux de suivi de déchets dangereux (terres polluées), pour un total d'environ 606 tonnes. Un tel traitement relèverait de la rubrique 2790 (ou 3510) de la nomenclature des ICPE.

Les autres bordereaux de suivi de déchets dangereux (terres polluées) mentionnent le code de traitement R12 (échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R1 à R11), avec comme exutoire final le site de traitement SOLVALOR de Sotteville-lès-Rouen (76), régulièrement autorisé à traiter des déchets dangereux avec un code de traitement R5.

Lors d'une réunion du 15/01/2026 organisée postérieurement au contrôle de terrain, l'exploitant a précisé qu'il s'agit d'une erreur de saisie de ses agents dans Trackdéchets, le code R5 ne visant pas les installations de Gennevilliers mais seulement celles de Sotteville-lès-Rouen.

Aussi, l'exploitant confirme que le site de Gennevilliers ne réalise pas d'opérations de traitement de déchets dangereux.

Il précise par ailleurs, s'agissant des déchets non dangereux, que seuls 10 % des déchets entrant sur le site de Gennevilliers font l'objet d'un traitement (par lavage). En effet, la laveuse et la concasseuse sont déplacées d'un site à l'autre en fonction des besoins. Le reste des déchets non dangereux est expédié sur le site de Sotteville-lès-Rouen. Sur place lors de l'inspection inopinée du 21/11/2025, l'inspection a constaté l'absence de laveuse et de concasseuse.

Les activités de la plateforme de Gennevilliers sont donc :

- principalement, le transit, le regroupement et le tri de déchets non dangereux ou dangereux ;
- ponctuellement, le traitement par lavage et concassage de déchets de terres non dangereuses, à hauteur de 10 % des terres entrantes.

Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Corriger ou faire corriger les 35 BSDD erronés ;
- Mettre en place une procédure de remplissage des BSD sur Trackdéchets ;
- S'assurer de la formation des agents et de leur respect de la procédure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'actions correctives

Proposition de délais : 1 mois